

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

UN DROIT À UNE ALIMENTATION SAINES POUR TOUS

Contacts expertise :

- ▶ Amandine Lebreton - Agronome, directrice du Pôle Scientifique et technique - 06 98 45 74 78 - a.lebreton@fnh.org
- ▶ Mathilde Théry - Juriste, experte alimentation durable - 06 43 29 86 99 - m.thery@fnh.org

Relations presse :

- ▶ Manuela Lorand - 06 98 45 46 91 - m.lorand@fnh.org



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

SOMMAIRE

- 4** **ÉDITO : SOUTENIR UN DROIT À UNE ALIMENTATION SAINES POUR TOUS**

- 6** **NOTRE ALIMENTATION AU CARREFOUR DE 4 CRISES**

- 7** **LA FNH AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION**

- 8** **LES PROPOSITIONS DE LA FNH**

- 11** **LES CRITÈRES DE RÉUSSITES DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION**

- 13** **FOCUS SUR UNE INITIATIVE EXEMPLAIRE : MON RESTAU RESPONSABLE®**

- 14-15** **QUELQUES MOTS DE MARC DUFUMIER ; AFTERRRES 2050 ; REPÈRES EN CHIFFRES**

SOUTENIR UN DROIT À UNE ALIMENTATION SAINES POUR TOUS

Le Président de la République a annoncé la tenue d'États généraux de l'alimentation, idée portée par la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH) depuis plusieurs mois, afin de donner des perspectives de sortie de crise aux agriculteurs et de renouer la confiance avec les consommateurs. Lancés le 20 juillet par le Ministre de l'agriculture et de l'alimentation, accompagné du Ministre de la transition écologique et solidaire, les États généraux de l'alimentation sont très attendus par l'ensemble des parties prenantes, des agriculteurs aux associations, des entreprises, des élus...

Ce moment politique de réflexion offre la possibilité de s'extraire du quotidien et de poser un regard large sur le secteur. Cette séquence est d'autant plus nécessaire que l'échange entre ces acteurs est souvent difficile, parfois hostile.

Ces États généraux sont l'occasion de dépasser les débats corporatistes pour répondre à l'intérêt général : c'est-à-dire la protection de la santé de la population, le droit à une alimentation saine pour tous, des campagnes vivantes et une agriculture dynamique. La FNH se mobilisera fortement pendant ces 3 mois, pour contribuer à faire de ce moment de dialogue, le tremplin pour une alimentation saine et durable en France.

RENOUER LA CONFIANCE ALIMENTAIRE AVEC LES CITOYENS.

Peu à peu, les citoyens reprennent en main leur alimentation... avant qu'elle ne leur échappe complètement. Ils lisent les étiquettes, se renseignent des impacts sur leur santé et leur environnement, diversifient leurs sources d'approvisionnement. Ils sont de plus en plus exigeants, plébiscitent des produits issus de circuits courts, de l'agriculture biologique, du commerce équitable...

Face à ces demandes, les filières agroalimentaires sont en mouvement. Mais toutes les bonnes volontés de transparence ou d'étiquetage, sont anéanties dès lors qu'un scandale comme celui des œufs contaminés, des lasagnes à la viande de cheval, ou encore d'E. Coli éclate. Ces crises viennent entacher la confiance des consommateurs, ou plutôt alimenter leur défiance.

42% DES FRANÇAIS SE DISENT INQUIETS PAR LE SCANDALE DES ŒUFS CONTAMINÉS, UN RECORD DEPUIS LA CRISE DE LA VACHE FOLLE.



L'ALIMENTATION, MIROIR DES INÉGALITÉS.

L'alimentation est un révélateur des inégalités sociales. Les consommateurs veulent des produits sains, mais ils veulent aussi des produits abordables. En effet, le principal frein à leur libre choix dans les marchés ou les supermarchés, est leur porte-monnaie.

La France compte aujourd'hui plus de 8 millions de personnes pauvres pour qui un repas sain et équilibré chaque jour n'est pas toujours accessible. La santé devient également peu à peu vecteur d'inégalités : les citoyens sont préoccupés par le développement des maladies chroniques, liées à des contaminations de l'environnement. Elles touchent d'abord les agriculteurs, victimes de cancers et de maladies neurodégénératives, et ensuite toute la population, notamment les plus défavorisés, à travers le développement de l'autisme, de l'obésité, de cancers, maladies cardio-vasculaires et maladies auto-immunes.

La FNH porte une ambition forte pour l'État : se porter garant du **Droit à une alimentation saine pour tous**. Ce droit peut être en partie satisfait via la restauration collective publique, servant 8 millions de repas par jour, et, en regard, le développement d'une agriculture saine dont les produits seront accessibles au plus grand nombre.

Il s'agit là d'un choix politique fort qui doit être assumé. Les financements publics et privés accompagneront massivement cette exigence.

Plus qu'un enjeu environnemental, l'alimentation saine est d'abord un enjeu de justice sociale.

NOTRE ALIMENTATION AU CARREFOUR DE 4 CRISES

LA CRISE ÉCONOMIQUE :

Depuis plusieurs années, les crises économiques se succèdent. L'agriculture fait désormais face à une crise structurelle.

En 2015, 1/3 des agriculteurs vivait avec moins de 350 euros par mois.

LA CRISE SOCIALE :

Le malaise est général dans le monde agricole et les populations défavorisées peinent à se nourrir de manière saine et suffisante.

Le taux de suicide chez les agriculteurs est de 20 % supérieur à la moyenne dans la population.

LA CRISE ENVIRONNEMENTALE :

Notre environnement se dégrade, la pollution de l'eau se poursuit, la biodiversité s'amenuise, le changement climatique s'accélère.

90 % des cours d'eau sont pollués.

26 m² de terre fertile disparaissent toutes les secondes en France.

LA CRISE SANITAIRE :

Les maladies chroniques dues à des facteurs environnementaux, dont l'alimentation et sa production, se développent (obésité, diabète, cancers, maladies neurodégénératives...).

1 européen sur 2 est en surpoids.

LA FNH AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Certains sujets clés pour l'avenir de notre alimentation, de notre agriculture et de nos agriculteurs doivent être abordés de manière transversale pendant ces États généraux. La FNH les portera avec conviction et participera activement à 5 des 14 ateliers annoncés :

- Atelier **1** sur les attentes des consommateurs.
- Atelier **2** sur les initiatives locales : la restauration collective et les Projets Alimentaires Territoriaux.
- Atelier **3** sur la bioéconomie et l'économie circulaire.
- Atelier **11** sur la transition agroécologique.
- Atelier **14** sur les financements.

VOS CONTACTS PENDANT LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION



Amandine Lebreton

Agronome, directrice du Pôle Scientifique et technique

06 98 45 74 78

a.lebreton@fnh.org

Ateliers **3** **11**



Mathilde Théry

Juriste, experte alimentation durable

06 43 29 86 99

m.thery@fnh.org

Ateliers **1** **2** **14**



Anne de Béthencourt

Experte économie circulaire pour le Conseil scientifique

Atelier **3**



Marc Dufumier

Agronome, membre du Conseil scientifique

Atelier **11**

LES PROPOSITIONS DE LA FNH

Forte d'une dizaine d'années d'expertise et de prospective sur les problématiques agricoles et alimentaires, la FNH se mobilisera notamment, aux côtés d'autres organisations environnementales, en faveur de :

LA RESTAURATION COLLECTIVE : OFFRIR LA POSSIBILITÉ AUX CONVIVES DE MANGER AU MOINS UNE FOIS PAR JOUR UN PLAT SAIN ET ÉQUILIBRÉ

La restauration collective est un levier social, environnemental, sanitaire et pédagogique de taille. Elle est l'objet de fortes attentes dans les territoires. Convives et producteurs sont prêts, il faut favoriser l'émergence de projets vertueux aussi bien dans les écoles que dans les hôpitaux, les maisons de retraite, les entreprises... Emmanuel Macron s'est engagé dans sa campagne à faire avancer ce sujet.

NOS MESURES :

- Une Proposition de Loi qui fixe 50% d'aliments durables (bio, labélisés, locaux) en restauration collective d'ici 2022, dont 30% de produits biologiques et une augmentation des protéines végétales.
- Mettre en place une prime à la conversion pour les restaurants collectifs passant en bio (permettant de financer l'achat d'équipement de transformation, du temps de travail de recherche d'agriculteurs ou de formation à la préparation de certains aliments, ou encore des activités pédagogiques).
- S'appuyer sur la démarche de progrès « Mon Restau Responsable » pour développer des synergies alimentaires locales. Notre objectif : l'engagement de milliers de sites « Mon Restau Responsable » en 2020.

L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION AGROÉCOLOGIQUE DE NOTRE AGRICULTURE

Une alimentation saine provient d'une agriculture saine. Le changement de certaines pratiques permettra à l'agriculture de s'inscrire dans une véritable transition agroécologique :

- › Réduire la contribution de l'agriculture au dérèglement climatique et en faire un levier d'adaptation des territoires comme d'atténuation. **L'agriculture représente 19% des émissions de gaz à effet de serre en France.**
- › Réduire les pollutions diffuses pour atteindre une bonne qualité de l'eau, de l'air, et favoriser la fertilité des sols.
- › Reconquérir la biodiversité sauvage et domestique.

Ces objectifs doivent être couplés à des objectifs sociaux. Il n'est pas admissible qu'une immense partie des producteurs ne puisse vivre décemment de leur métier. La transition agroécologique sera sociale ou ne sera pas.

NOS MESURES :

- Préserver les sols en portant une grande Loi française foncière, en soutenant une Directive européenne sur les sols et en créant un Conservatoire des terres agricoles. <https://www.lappeldusol.fr>
- Orienter la majeure partie des aides publiques — dont la PAC — vers les pratiques et systèmes agroécologiques.
- Favoriser le bien-être animal : amélioration des conditions de vie des animaux d'élevage ; interdiction de la vente d'œufs pondus par des poules élevées en batterie d'ici 2022 ; étiquetage des modes de production.

LA PROTECTION DE LA SANTÉ DE LA POPULATION : RÉDUIRE DE FAÇON DRASTIQUE L'USAGE DES PESTICIDES

Il est nécessaire de réduire l'usage des pesticides pour limiter l'exposition des travailleurs agricoles mais aussi des riverains et réduire l'impact environnemental associé. Sans ambition claire, il sera difficile d'atteindre la réduction de 50% de leur usage d'ici 2025, comme prévu par le plan Eco-phyto 2.

NOS MESURES :

- Réduire l'usage agricole des pesticides de 50% d'ici 2025.
- Hâter le développement des alternatives : bio contrôle et PNPP (Préparation Naturelle Peu Préoccupante).
- Séparer les activités de vente et de conseil des produits phytosanitaires.
- Bannir le glyphosate, de façon réglementaire, en refusant son renouvellement auprès de l'UE, mais aussi en multipliant les engagements volontaires des acteurs, dès 2018.

L'ARRÊT DE LA CONTAMINATION DES ALIMENTS

NOS MESURES :

- Promouvoir l'économie circulaire agricole qui s'appuie sur les cycles naturels et exclut peu à peu tout contaminant chimique dans l'ensemble de la chaîne de production.
- Appliquer le principe de précaution à l'utilisation de certains composants ou procédés dans la production ou la transformation alimentaire : perturbateurs endocriniens, pesticides, nanoparticules, antibiotiques, OGM et « OGM cachés », additifs, conservateurs, nitrites de sodium...
- Interdire les OGM cachés en France et les soumettre à la législation européenne. Les OGM cachés sont de nouvelles formes de manipulation génétique du vivant, qui échappent à la législation européenne et peuvent se retrouver dans nos assiettes. #STOPOGM
- Promouvoir un plan protéines durables en France.
- Mettre en place l'étiquetage des produits animaux nourris aux OGM.

DES CHOIX POLITIQUES AMBITIEUX ET COHÉRENTS

Un objectif : la cohérence des politiques publiques.

Les plans et programmes « écologiques » et sociaux ne manquent pas (Plan Ambition bio, projet agroécologie, plan Ecophyto...) mais ils ne peuvent compenser les désastres occasionnés par la PAC dont le budget est de 9 milliards d'euros par an pour la France. En ne répondant qu'à court terme aux problématiques des agriculteurs, la PAC entretient les crises et creuse les inégalités.

Les Etats généraux doivent déboucher sur une mise en cohérence de toutes les politiques publiques en vue de la transition agroécologique. Cette concentration des moyens apportera efficacité dans la mise en œuvre comme dans l'utilisation de l'argent public.

Les financements publics doivent être orientés vers la transition agroécologique, l'agriculture à forte valeur ajoutée, les projets alimentaires territoriaux et l'agriculture biologique.

- Le plan de transformation agricole de 5 milliards d'euros doit permettre des investissements dans le domaine de l'environnement, du bien-être animal ou des circuits de proximité.
- Les Services Environnementaux (SE) rendus par les agriculteurs devront être rémunérés à hauteur de 200 millions d'euros annoncés.
- La prochaine Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC) devra être plus verte et plus sociale (soutien à l'actif et non à l'hectare).

UNE TROISIÈME PHASE « POLITIQUE » CONCERTÉE

Le format Grenelle est un format qui a fait ses preuves : il faut en tirer les enseignements, ainsi que ceux du dialogue environnemental mis en œuvre depuis 2007. L'essentiel est que les parties prenantes connaissent à l'avance la portée et les conséquences de leur travail.

Nous attendons la mise en place d'une troisième phase politique de négociation : à l'issue des États généraux, à partir des conclusions des ateliers, et au delà d'un simple « Agenda des solutions », nous proposons que les participants soient associés à la rédaction et à la négociation de la « Feuille de route » du Gouvernement pour les 5 ans à venir. Cette Feuille de route fixera les engagements concrets en terme réglementaire, législatif ou d'engagement volontaire privé ainsi qu'un calendrier d'exécution.



CRITÈRES DE RÉUSSITE

POUR LA FNH, CES ÉTATS GÉNÉRAUX SERONT UNE RÉUSSITE S'ILS :

- Portent une vision transversale de l'agriculture où la transition écologique est un vecteur de durabilité sociale et économique et y dédient des moyens conséquents.
- Vont dans le sens d'une accélération de la transition agroécologique, apportant des garanties à la fois aux consommateurs et aux producteurs.
- Ne reviennent pas sur les décisions prises dans la précédente mandature qui vont vers une plus grande durabilité des exploitations, comme la réduction des pesticides ou la fin des néonicotinoïdes. Nous devons en prendre acte et nous appuyer sur les plans et accords existants (Accord de Paris sur le Climat, PNNS (Plan National Nutrition Santé), Ecophyto, Plan Bio) pour avancer vers la transition de notre modèle agricole et alimentaire français.
- Actent a minima tous les engagements de campagne du Président de la République.
- Se terminent sur une troisième phase d'arbitrage politique collectif avec des engagements concrets.



FOCUS SUR UNE INITIATIVE EXEMPLAIRE

MON RESTAU RESPONSABLE®, MEILLEUR DANS L'ASSIETTE, MEILLEUR POUR LA PLANÈTE

La restauration collective est l'un des secteurs clés de l'alimentation. Son poids économique et son rôle social en font un levier essentiel pour faire évoluer une partie de notre agriculture mais aussi, et surtout, notre manière d'appréhender l'alimentation. La restauration collective, quand elle est responsable, est une opportunité d'offrir à tous l'accès à une alimentation équilibrée, saine et de qualité, quel que soit le niveau social.

Cantines scolaires, restaurants ou cafétérias d'entreprise, CHU, CROUS, centres de loisirs... Ils sont de plus en plus nombreux à œuvrer sur le terrain pour une nouvelle restauration collective. Seulement, opter pour des achats responsables (bio ou de qualité, locaux, équitables), diminuer et gérer les déchets, maîtriser les coûts, sensibiliser équipes et convives sont des engagements de longue haleine, difficiles à mettre en place.

Mon Restau Responsable® est un outil qui s'adresse aux restaurants collectifs désireux de proposer à leurs convives une cuisine saine, de qualité et respectueuse de l'environnement. C'est un système participatif de garantie (impliquant les parents d'élèves, des responsables de restaurants engagés, le personnel, etc.) qui accompagne le restaurant dans une démarche de progrès sur 4 axes : l'assiette, le bien-être des convives, l'engagement social et territorial et les écogestes.

CHIFFRES CLÉS :

La restauration collective c'est :

- 3 milliards de repas par an, dont 900 millions de repas servis en milieu scolaire.
- Le bio représente 4% des produits servis

Mon Restau Responsable, c'est :

- un an d'existence (lancement en juin 2016)
- 80 restaurants engagés
- un objectif de milliers de restaurants engagés en 2020

La France est le 1^{er} consommateur européen de pesticides.



QUELQUES MOTS DE MARC DUFUMIER

AGRONOME, MEMBRE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

Extrait de sa tribune : « Neuf propositions pour l'agriculture française », publiée dans le monde le 21 juillet 2017

› http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/07/21/neuf-propositions-pour-l-agriculture-francaise_5163391_3232.html

« Des solutions existent ! Fort heureusement, des paysans innovateurs ont su déjà mettre au point divers systèmes de production agricole adaptés chacun aux conditions locales de leurs différents terroirs. Ils font un usage intensif des ressources naturelles renouvelables —l'énergie lumineuse et le gaz carbonique en excédent dans l'atmosphère pour les besoins de la photosynthèse et la production de nos calories alimentaires, l'azote de l'air pour la fabrication de nos protéines végétales, etc.—, tout ayant le moins possible recours aux énergies fossiles et aux produits pesticides.

Très savantes, ces formes d'agriculture paysanne inspirée de l'agro-écologie n'en sont pas moins bien plus artisanales et exigeantes en travail que l'agriculture dite «conventionnelle». Elles méritent donc d'être mieux rému-

nérées ; et c'est tout l'intérêt de l'agriculture biologique de pouvoir bénéficier aujourd'hui de prix plus rémunérateurs en échange du respect d'un cahier des charges particulier et d'une procédure de certification rigoureuse.

Mais c'est bien désormais toute l'agriculture française qui va devoir opérer un tel virage pour garantir la qualité sanitaire de nos aliments et préserver la fertilité de nos écosystèmes. La France ne doit surtout pas en effet se résoudre à voir les produits bios réservés aux seules personnes aisées et laisser les populations les moins fortunées ingurgiter des viandes enrichies en antibiotiques et des fruits et légumes bourrés de perturbateurs endocriniens. Il nous faudra donc revoir complètement nos politiques agricoles française et européenne. »

REPÈRES EN CHIFFRES

Les agriculteurs bio touchent 2% des aides PAC

L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

- — **de 4%** des produits de la restauration collective sont bio.
- **76%** des parents souhaitent voir du bio dans les cantines de leurs enfants.
- **6%** de la SAU (Surface Agricole Utile) de France est exploitée sous le mode de production biologique.
- La France a la **9^e** superficie agricole biologique mondiale.
- L'agriculture bio crée **50%** d'emploi en plus que l'agriculture conventionnelle à surface égale.

AFTERRES 2050

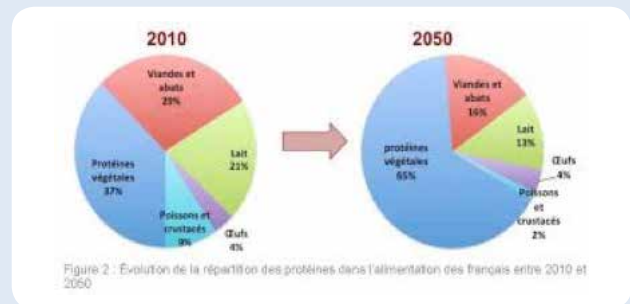
LE SCÉNARIO D'AVENIR DE L'ALIMENTATION



A l'image du scénario négaWatt dont il partage la philosophie et les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre – le scénario Afterres 2050 pose en préalable la révision de l'ensemble de nos besoins – alimentaires, énergétiques, d'espace,... – afin de les mettre en adéquation avec les potentialités de nos écosystèmes. Il démontre comment il est possible de nourrir toute la population française sainement et de maintenir des niveaux d'exportation importants vers les pays qui en ont besoin, tout en respectant l'environnement.

SUR QUELS LEVIERS REPOSE AFTERRES2050 ?

- › La modification du régime alimentaire de base, vers une assiette composée de moins de lait, moins de viande et plus de fruits et légumes.
- › Un mode de production composé de 50% de surfaces agricoles utiles en bio, l'autre moitié correspondant à des formes d'agriculture intégrée.
- › L'import/export est également un levier fort et un grand tabou français : Dans le scénario, il est envisagé une réduction des importations de tourteaux de soja, une augmentation des exportations vers les pays qui auront du mal à nourrir leur population en 2050, et une réduction des exportations vers l'Europe pour nourrir des animaux.
- › La réduction des gaspillages évitables durant toutes les étapes (transformation, distribution, consommations)
- › La réduction puis la stabilisation du rythme d'artificialisation des sols...



SITUATION DES AGRICULTEURS

- Nombre d'agriculteurs : en France, on compte un peu plus de **500 000** agriculteurs, qui représentent moins de **3%** de la population active. Il y a 2 fois moins d'agriculteurs qu'il y a 20 ans.
- Age moyen : **70%** des chefs d'exploitations ont entre 40 et 65 ans.
- Revenu moyen : **2 000 euros** mensuels.
- **1 agriculteur sur 5** est en circuit court.

LES FRANÇAIS ET LEUR ALIMENTATION

- **20%** du budget des ménages est consacré à l'alimentation.
- Un français dépense en moyenne **3 600 euros** par an dans l'alimentaire.
- La consommation de produits biologiques a augmenté de **21%** en 2016.
- **71%** des produits bio consommés viennent de France.



FONDATION POUR LA NATURE ET L'HOMME

Créée en 1990 par Nicolas Hulot, reconnue d'utilité publique, apolitique et non confessionnelle, la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH) est aujourd'hui présidée par Audrey Pulvar. La FNH intervient en toute indépendance pour accélérer les changements de comportements individuels et collectifs, en faisant émerger et en valorisant, des solutions en faveur de la transition écologique de nos sociétés. Pour la FNH, l'écologie ne doit plus être une thématique parmi d'autres mais constituer le cœur de l'action publique et privée.

Afin de mener à bien sa mission, la FNH mène un travail de prospective et de plaidoyer, fait émerger et accompagne les acteurs du changement en soutenant et en valorisant, en France comme à l'international, des initiatives porteuses d'avenir, et propose au grand public des campagnes de mobilisation citoyenne.

Au cœur de la transition, l'évolution de nos systèmes agricoles et alimentaires est un enjeu crucial sur lequel la FNH s'investit depuis plus de 10 ans. D'autres modes de production et de consommation sont nécessaires pour le bien-être de l'Homme et de la planète. La FNH promeut ainsi une agriculture vertueuse à tous les niveaux :

- environnemental pour répondre aux crises climatiques, de la biodiversité, de fertilité des sols.
- social pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès à une alimentation saine.
- économique pour permettre aux paysans de vivre de leur métier. Il est urgent de prendre conscience que nos choix alimentaires conditionnent les territoires et les vies d'hommes et de femmes en France et dans le monde.

Avec nos experts internes et de notre conseil scientifique, nous élaborons et portons des propositions pour une agriculture et une alimentation d'avenir : développer l'agroécologie, interdire les pesticides néonicotinoïdes, déconnecter le conseil et la vente des produits phytosanitaires, favoriser les circuits courts et le bio dans les cantines, etc.

www.fnh.org



[@fondationhulot](https://twitter.com/fondationhulot)